

Art. 5. Il est institué une commission chargée de rendre un avis sur les demandes d'obtention de subventions exceptionnelles.

La commission est composée comme suit :

1° deux fonctionnaires désignés par le Ministre et appartenant à l'Administration des Affaires intérieures du Département de l'Economie, de l'Emploi, des Affaires intérieures, de l'Agriculture et de l'Horticulture; un de ces fonctionnaires préside la commission;

2° un fonctionnaire désigné par le gouverneur de la province où est située la commune demanderesse;

3° trois représentants des communes, désignés par la "Vlaamse vereniging van Steden en Gemeenten";

4° un fonctionnaire de l'Administration des Affaires intérieures n'ayant pas voix délibérative qui assure le secrétariat de la commission.

Il est désigné un suppléant pour chaque membre.

Art. 6. Le président peut réclamer à la commune intéressée tous les renseignements et pièces justificatives complémentaires utiles à l'examen des demandes.

La commission délibère à huis clos. Toutefois, le président peut demander à la commune intéressée de développer sa demande devant la commission avant que celle-ci n'en délibère.

Les avis de la commission sont motivés.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1994.

Art. 8. Le Ministre flamand qui a les pouvoirs subordonnés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Aménagement du territoire et des Affaires intérieures,

Th. KELCHTERMANS

N. 94 — 3067 (94 — 2899)

13 JULI 1994. — Decreet betreffende de herstructurering van de GIMV, Gimvindus, VHM, Mijnen en LIM en tot oprichting van het Limburgfonds en van de permanente werkgroep Limburg. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 209 van 21 oktober 1994, bladzijde 26598, moet in artikel 30 « begrotingsjaar 1994 » gelezen worden in plaats van « begrotingsjaar 1991 ».

TRADUCTION

F. 94 — 3067 (94 — 2899)

13 JUILLET 1994. — Décret portant restructuration du GIMV, de Gimvindus, du VHM, de Mijnen et du LIM et institution du Limburgfonds et du groupe de travail permanent « Limburg ». — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 209 du 21 octobre 1994, page 26598, dans le texte néerlandais de l'article 30, il y a lieu de lire « begrotingsjaar 1994 » au lieu de « begrotingsjaar 1991 ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

[C — 29464]

F. 94 — 3068

13 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la procédure d'octroi ou de retrait de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et à l'octroi de subventions aux Centres culturels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 8 juin 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 28 mars 1994;

Vu l'avis du Ministre du Budget du Gouvernement de la Communauté française en date du 28 mars 1994;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement ayant la Culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 juillet 1994,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— le Décret : le Décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;

- l'Administration : la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- l'Inspection : l'Inspection générale de la Culture et de la Communication;
- le Ministre compétent pour les matières culturelles : Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé de la Culture;
- la Commission : la Commission consultative des Centres culturels visée par le décret du 28 juillet 1992;

CHAPITRE II. — L'octroi de la reconnaissance

Art. 2. Dès réception du dossier complet de demande de reconnaissance visée à l'article 12 du décret, l'Administration envoie au Centre culturel un avis de prise en considération de la demande comprenant les noms et adresse de l'Inspecteur du ressort chargé d'établir le rapport visé à l'alinéa 3 du présent article.

A partir de cette date, le Centre est tenu d'informer l'Inspecteur des dates et lieux de ses activités publiques, de lui fournir tous les documents, convocations et procès-verbaux des séances, de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Conseil culturel ainsi que les publications adressées aux membres et à la population.

Un rapport est établi par l'Inspecteur dans les trois mois qui suivent l'avis de prise en considération de la demande.

Art. 3. Si la Commission le juge nécessaire, elle proposera au Ministre, avant la reconnaissance définitive, une période probatoire de six mois au minimum et de deux ans au maximum. Cette période probatoire peut être proposée notamment lorsque l'association ne rencontre pas la totalité des conditions de reconnaissance, mais que la volonté et les perspectives d'aboutissement dans un délai raisonnable sont affirmées.

Avant la fin de la période probatoire, l'Inspecteur fera un rapport à l'Administration.

Celle-ci veillera à recueillir les avis requis conformément à l'article 13 du décret dans les délais permettant au Ministre de prendre sa décision avant la fin de la période probatoire.

CHAPITRE III. — Suspension, déclassement et retrait de reconnaissance

Art. 4. § 1er. Lorsqu'elle conteste le non respect par un Centre culturel des dispositions du décret ou de ses arrêtés d'application, l'Administration adresse au Centre une mise en demeure afin qu'il rétablisse sa situation.

§ 2. Si, dans les trois mois, cette intervention, reste sans effet, l'Administration, sur la base d'un rapport motivé de l'Inspection, transmet aux instances visées à l'article 13 du décret le dossier de proposition d'une suspension de l'octroi des subventions réglementaires, d'un déclassement ou du retrait de reconnaissance.

Le Centre est informé de cette proposition et est invité à prendre, à titre conservatoire, les mesures de gestion appropriées.

Il peut demander à être entendu par la Commission avant que celle-ci formule son avis.

§ 3. La suspension de l'octroi des subventions réglementaires est prononcée par le Ministre s'il estime, sur la base des avis prévus à l'article 13 du décret, qu'un rétablissement de la situation est possible moyennant un certain délai et aux conditions qui seront notifiées aux intéressés. Ce délai ne peut dépasser deux ans.

Pendant la période de suspension, la subvention est suspendue en tout ou en partie compte tenu des obligations de l'employeur découlant de la législation du travail auxquelles le Centre concerné doit satisfaire.

Au-delà de cette période, si les conditions n'ont pas été respectées, le déclassement ou le retrait de reconnaissance est prononcé.

§ 4. Le déclassement est prononcé par le Ministre s'il estime, sur la base des avis des différentes instances visées à l'article 13 du décret, que l'activité réalisée ou le fonctionnement du Centre ne correspond plus aux conditions normales d'existence d'un Centre culturel de cette catégorie.

§ 5. Le retrait de reconnaissance est prononcé par le Ministre s'il estime, sur la base des avis des différentes instances visées à l'article 13 du décret, que l'activité réalisée ou le fonctionnement du Centre ne correspond plus aux conditions normales d'existence d'un Centre culturel reconnu dans le cadre du décret.

Art. 5. Un Centre culturel qui a fait l'objet d'un retrait de reconnaissance ne peut à nouveau être reconnu que deux ans au plus tôt après la prise de cours de retrait.

CHAPITRE IV. — Classement en catégories

Art. 6. En application de l'article 10, alinéa 1er du décret, les Centres culturels locaux sont classés en quatre catégories : 1, 2, 3 et 4. Les Centres culturels régionaux sont classés en trois catégories 1, 2 et 3.

Art. 7. Après avis des instances visées à l'article 13 du décret, le Ministre classe, pour une période de quatre années, les Centres culturels dans l'une des catégories prévues à l'article 6, selon les critères fixés, après avis de la Commission consultative et repris dans la liste ci-annexée.

Un Centre culturel peut, à l'échéance du renouvellement de son classement, demander un changement de catégorie. Pour préparer le renouvellement de son classement ou demander un changement de catégorie, le Centre culturel introduit sa demande un an avant l'échéance de la quatrième année.

La demande de classement en catégorie comprendra :

- l'évaluation de l'activité et du fonctionnement institutionnel et financier au cours de la période précédente;
- le projet d'action culturelle et de gestion financière pour les quatre années suivantes;
- les délibérations des divers organes du Centre à ce sujet;
- l'accord des pouvoirs publics concernés;
- une délibération de l'assemblée générale sur l'ensemble de ces points.

Art. 8. 1. Pour chaque catégorie de Centres culturels, la charge représentant le coût du personnel permanent devra représenter au moins 50 % des charges ordinaires de l'institution.

2. Pour chaque catégorie de Centres culturels, le cadre minimum de personnel d'animation représentera au moins 50 % de la masse salariale du personnel permanent et devra comprendre un animateur-directeur à temps plein.

CHAPITRE V. — Les subventions

Art. 9. Sous réserve des disponibilités budgétaires et de l'existence des crédits inscrits à charge du budget de la Communauté, une subvention annuelle ordinaire est accordée à chaque Centre culturel selon sa catégorie.

Elle est une intervention dans les charges ordinaires de personnel, de fonctionnement et d'activités.

1° les montants de base pour les subventions annuelles ordinaires aux Centres culturels locaux sont :

- en catégorie 4 : F 1 000 000;
- en catégorie 3 : F 2 000 000;

- en catégorie 2 : F 3 000 000;
 - en catégorie 1 : F 4 000 000;
- 2° les montants de base pour les subventions annuelles ordinaires aux Centres culturels régionaux sont :
- en catégorie 3 : F 5 000 000;
 - en catégorie 2 : F 10 000 000;
 - en catégorie 1 : F 17 000 000.

Si l'utilisation de la subvention n'était pas conforme au décret ou aux arrêtés d'application, le Ministre pourrait, conformément à l'article 32 du décret, exiger le remboursement des sommes indûment perçues.

Art. 10. Le Gouvernement fixe, chaque année, le montant de la subvention attribuée aux différentes catégories de Centres culturels locaux et le montant de la subvention attribuée à chaque Centre culturel régional.

A dater du 1^{er} janvier 1996, pour autant que la croissance du budget de la Communauté française le permette, les subventions, attribuées en vertu de l'article 9 du présent arrêté seront augmentées selon le taux de progression fixé annuellement pour les institutions culturelles conventionnées.

Art. 11. La liquidation des subventions dont il est question à l'article 9 du présent arrêté se fera en deux tranches :

- une première tranche de 85 % de la subvention dans le courant du premier trimestre de l'année civile;
- le solde dès que le Centre aura fourni à l'Administration les documents annuels justificatifs prévus à l'article 31 du décret.

Art. 12. Sur avis de l'Inspection, l'Administration propose au Ministre d'octroyer, selon les disponibilités budgétaires, des subventions exceptionnelles en application de l'article 28 du décret. Le caractère exceptionnel de la manifestation culturelle doit être démontré par le Centre culturel qui sollicite la subvention. Elles devront être justifiées par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration. Si l'utilisation n'était pas conforme à l'objet de la décision, le Ministre pourrait conformément à l'article 32 du décret, exiger le remboursement des sommes indûment perçues.

Ces subventions exceptionnelles seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Elles ne peuvent être accordées plus d'une fois par semestre à un même Centre culturel.

Art. 13. Sur avis de l'Inspection, l'Administration propose au Ministre d'octroyer, selon les disponibilités budgétaires, des subventions d'équipement ou d'aménagement en application de l'article 30, §§ 1^{er} et 2 du décret. Ces subventions ne peuvent couvrir plus de 60 % de la dépense consentie par le Centre pour l'équipement et l'aménagement concernés. Elles devront être justifiées par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration. Si l'utilisation n'était pas conforme à l'objet de la décision, le Ministre pourrait, conformément à l'article 32 du décret, exiger le remboursement des sommes indûment perçues.

Ces subventions exceptionnelles seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Ces subventions ne peuvent être accordées plus d'une fois par an pour un même Centre culturel.

Art. 14. En application de l'article 30, § 3 du décret, dans la limite des disponibilités budgétaires, le Ministre octroie au Centre culturel nouvellement reconnu, une subvention forfaitaire de premier établissement d'un montant de :

- F 300 000 pour les Centres culturels locaux;
- F 500 000 pour les Centres culturels régionaux.

Ces subventions sont destinées à concourir aux frais d'établissement, d'installation et de premier aménagement du Centre. Elles devront être justifiées par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration. Si l'utilisation n'était pas conforme à l'objet de la décision, le Ministre pourrait, conformément à l'article 32 du décret, exiger le remboursement des sommes indûment perçues.

Ces subventions seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Elles ne seront accordées qu'une fois, au moment de la reconnaissance de l'institution en qualité de Centre culturel local ou régional.

Art. 15. Le rapport en deux exemplaires prévu à l'article 31 du décret, que les Centres culturels reconnus doivent fournir annuellement pour conserver leur reconnaissance, doit comprendre notamment :

- la composition des organes (Assemblée générale, Conseil d'administration, Conseil culturel) de l'association et de son personnel;
- toute information relative à des modifications de statuts.

Un des deux exemplaires du rapport doit être fourni à l'inspecteur du ressort.

Art. 16. § 1^{er}. Le bilan, le compte d'exploitation et le budget sont élaborés conformément au plan comptable fourni par l'Administration.

§ 2. Lorsque l'Administration constate que le bilan du Centre comporte des déficits reportés, elle peut imposer le retour à l'équilibre par un plan d'apurement établi dans le cadre de la convention prévue à l'article 28 du décret, soumis pour approbation au Ministre. En cas de refus de ce plan ou de non-respect de cette convention, l'Administration soumet au Ministre la proposition de suspension de l'octroi de la subvention régulière, de déclassement ou de retrait de reconnaissance.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 17. Tous les foyers culturels reconnus dans le cadre de l'arrêté royal du 5 août 1970 sont reconnus en qualité de Centres culturels locaux et classés à titre provisoire pour une période probatoire de maximum deux ans. Toutes les Maisons de la Culture reconnues dans le cadre de l'arrêté royal du 5 août 1970 et qui satisfont à l'exigence de parité entre les interventions financières des pouvoirs publics locaux et de la Communauté française sont reconnus en qualité de Centres culturels régionaux et classés à titre provisoire pour une période probatoire de maximum deux ans.

Pendant cette période probatoire, les Centres culturels reconnus doivent introduire leur demande pour un classement conforme à cet arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1994.

Bruxelles, le 13 juillet 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Culture,
E. TOMAS

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N: 92 — 0000

[C — 29464]

13 JULI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning alsook van de procedure betreffende de rangschikking in categorieën en de toekenning van toelagen aan de culturele centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,
Gelet op het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;

Gelet op het advies van de Raad van State van 8 juni 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 28 maart 1994;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1994;

Op de voordracht van de Minister van de Regering tot wiens bevoegdheid de cultuur behoort;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 11 juli 1994 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- het decreet : het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;
- het Bestuur : de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;
- de Inspectie : de Algemene Inspectie van Cultuur en Communicatie;
- de Minister bevoegd voor de culturele aangelegenheden : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de cultuur;
- de Commissie : de Adviescommissie voor de culturele centra bedoeld bij het decreet van 28 juli 1992.

HOOFDSTUK II. — *Toekenning van de erkenning*

Art. 2. Zodra het Bestuur het volledig dossier betreffende de aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel 12 van het decreet heeft ontvangen, stuurt het aan het cultureel centrum een bericht waarin wordt medegedeeld dat de aanvraag zal worden onderzocht en met vermelding van de namen en adres van de Inspecteur van het ambtsgebied belast met het opmaken van het verslag bedoeld in lid 3 van dit artikel.

Vanaf deze datum is het Centrum ertoe verplicht de Inspecteur op de hoogte te houden van de datums en de plaatsen waar het publieke activiteiten houdt, hem alle documenten, oproepingsbrieven en notulen van de vergaderingen van de Algemene Vergadering, de Raad van Bestuur en de Cultuurraad te bezorgen alsook de publicaties gericht tot de leden en de bevolking.

De Inspecteur stelt een verslag op binnen de drie maanden die volgen op het bericht waarin wordt medegedeeld dat de aanvraag zal worden onderzocht.

Art. 3. Indien de Commissie het nodig acht, stelt zij aan de Minister, vóór de definitieve erkenning, een proefperiode van ten minste zes maanden en ten hoogste twee jaar voor. Deze proefperiode kan onder andere worden voorgesteld wanneer de vereniging niet helemaal beantwoordt aan al de voorwaarden inzake erkenning maar de uitdrukkelijke wil en de vooruitzichten om binnen een redelijke termijn de zaak tot een goed einde te brengen aanwezig zijn.

Vóór het verstrijken van de proefperiode, maakt de Inspecteur een verslag op voor het Bestuur. Dit Bestuur zorgt ervoor de vereiste adviezen overeenkomstig artikel 13 van het decreet in te winnen binnen de termijnen waarin het de Minister nog mogelijk is zijn beslissing vóór het einde van de proefperiode te nemen.

HOOFDSTUK III. — *Schorsing, declassering en intrekking van de erkenning*

Art. 4. § 1. Wanneer het Bestuur de niet-naleving door een cultureel centrum van de bepalingen van het decreet of de toepassingsbesluiten ervan aanklaagt, stelt dit Bestuur het Centrum in gebreke zijn situatie te herstellen.

§ 2. Indien er binnen drie maanden aan dat optreden geen gevolg wordt gegeven, zendt het Bestuur op basis van een met redenen omkleed verslag van de Inspectie, aan de in artikel 13 van het decreet bedoelde instanties het dossier waarin een schorsing van de toekenning van de reglementaire toelagen, een declassering of een intrekking van de erkenning wordt voorgesteld.

Het Centrum wordt op de hoogte gebracht van dit voorstel en wordt ertoe aangezet, ter bewaring, de gepaste maatregelen inzake beheer te treffen.

Het Centrum kan vragen om door de Commissie gehoord te worden vooraleer deze laatste haar advies uitbrengt.

§ 3. De schorsing van de toekenning van de reglementaire toelagen wordt door de Minister beslist indien hij van oordeel is dat op basis van de in artikel 13 van het decreet bedoelde adviezen het mogelijk is de situatie te herstellen binnen een bepaalde termijn en met inachtneming van de voorwaarden waarvan kennis wordt gegeven aan de betrokkenen. Deze tijdsperiode mag niet langer zijn dan twee jaar.

Gedurende de schorsingsperiode wordt de uitbetaling van de toelage geheel of gedeeltelijk onderbroken, rekening houdend met de verplichtingen van de werkgever voortvloeiend uit de wetgeving op de arbeid, waaraan het betrokken Centrum moet voldoen.

Na deze periode wordt de declassering of de intrekking van de erkenning uitgesproken, indien de voorwaarden niet werden nageleefd.

§ 4. De declassering wordt door de Minister uitgesproken indien hij van oordeel is dat op basis van de adviezen van de verschillende instanties bedoeld bij artikel 13 van het decreet, de ontplooiende activiteit of de werking van het Centrum niet meer beantwoordt aan de normale bestaansvoorwaarden van een cultureel centrum van die categorie.

§ 5. De intrekking van de erkenning wordt door de Minister uitgesproken indien hij van oordeel is dat op basis van de adviezen van de verschillende instanties bedoeld bij artikel 13 van het decreet de ontplooiende activiteit of de werking van het Centrum niet meer beantwoordt aan de normale bestaansvoorwaarden van een cultureel centrum erkend in het kader van het decreet.

Art. 5. Een cultureel centrum waarvan de erkenning werd ingetrokken, kan slechts ten vroegste twee jaar nadat de intrekking is ingegaan, opnieuw erkend worden.

HOOFDSTUK IV. — Rangschikking in categorieën

Art. 6. In toepassing van artikel 10, lid 1 van het decreet, worden de lokale culturele centra in vier categorieën gerangschikt: 1, 2, 3 en 4. De regionale culturele centra worden in drie categorieën gerangschikt: 1, 2 en 3.

Art. 7. Na advies van de in artikel 13 van het decreet bedoelde instanties, rangschikt de Minister voor een periode van vier jaar, de culturele centra in één van de in artikel 6 bedoelde categorieën, volgens de bepaalde criteria, na advies van de Adviescommissie, opgenomen in de lijst als bijlage.

Een cultureel centrum kan, na het verstrijken van de periode voor de verlenging van zijn rangschikking, een verandering van categorie aanvragen. Om een verlenging van zijn rangschikking voor te bereiden of een verandering van categorie aan te vragen, dient het cultureel centrum zijn aanvraag een jaar vóór het verstrijken van het vierde jaar in.

De aanvraag om rangschikking in een categorie bevat:

- de evaluatie van de activiteit en de institutionele en financiële werking tijdens de vorige periode;
- het ontwerp inzake culturele activiteiten en financieel beheer voor de komende vier jaar;
- de beraadslagingen van de verscheidene organen van het Centrum over deze vooruitzichten;
- het akkoord van de betrokken overheids machten;
- een beraadslaging van de algemene vergadering over al deze kwesties.

Art. 8. 1° Voor elke categorie van culturele centra, moeten de kosten voor het vast personeel ten minste gelijk zijn aan 50 % van de gewone lasten van de instelling.

2° Voor elke categorie van culturele centra, is de minimumformatie van het animatiepersoneel ten minste gelijk aan 50 % van de loonmassa van het vast personeel en moet er een animator-directeur met volledige dagtaak in voorzien zijn.

HOOFDSTUK V. — De toelagen

Art. 9. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen en onder voorbehoud van het bestaan van kredieten uitgetrokken op de begroting van de Gemeenschap, wordt een gewone jaarlijkse toelage toegekend aan elk cultureel centrum volgens zijn categorie.

Zij vertegenwoordigt een tegemoetkoming in de gewone personeels-, werkings- en activiteitenlasten.

1° de basisbedragen voor de gewone jaarlijkse toelagen aan de lokale culturele centra zijn als volgt vastgesteld:

- in categorie 4 : F 1 000 000;
- in categorie 3 : F 2 000 000;
- in categorie 2 : F 3 000 000;
- in categorie 1 : F 4 000 000.

2° de basisbedragen voor de gewone jaarlijkse toelagen aan de regionale culturele centra zijn als volgt vastgesteld:

- in categorie 3 : F 5 000 000;
- in categorie 2 : F 10 000 000;
- in categorie 1 : F 17 000 000.

Ingeval de aanwending van de toelage strijdig zou zijn met het decreet of de toepassingsbesluiten, dan zou de Minister, overeenkomstig artikel 32 van het decreet, de terugbetaling van de ten onrechte ontvangen bedragen kunnen eisen.

Art. 10. Elk jaar stelt de Regering het bedrag vast van de toelage die aan de verschillende categorieën van lokale culturele centra en aan elk regionaal cultureel centrum wordt toegekend.

Vanaf 1 januari 1996, voor zover de stijging van de begroting van de Franse Gemeenschap het mogelijk maakt, worden de krachtens artikel 9 van dit besluit toegekende toelagen verhoogd volgens het toernemingspercentage dat jaarlijks wordt bepaald voor de culturele instellingen die een overeenkomst hebben gesloten.

Art. 11. De toelagen waarvan sprake in artikel 9 van dit besluit worden in twee schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 85 % van de toelage, in de loop van het eerste trimester van het burgerlijk jaar;
- het saldo, zodra het Centrum aan het Bestuur de in artikel 31 van het decreet bedoelde jaarlijkse bewijsstukken heeft bezorgd.

Art. 12. Op advies van de Inspectie, doet het Bestuur, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, aan de Minister het voorstel uitzonderlijke toelagen toe te kennen in toepassing van artikel 28 van het decreet. Het uitzonderlijk karakter van de culturele manifestatie moet bewezen worden door het cultureel centrum dat de toelage aanvraagt. Deze toelagen moeten door de begunstigde verantwoord worden door de bewijsstukken bij het Bestuur over te leggen. Indien de aanwending niet aan het doel van de beslissing zou beantwoorden, dan zou de Minister overeenkomstig artikel 32 van het decreet, de terugbetaling kunnen eisen van de ten onrechte ontvangen bedragen.

Deze uitzonderlijke toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op overlegging van de bewijsstukken.

Zij mogen niet meer dan eenmaal per semester aan eenzelfde centrum worden toegekend.

Art. 13. Op advies van de Inspectie, stelt het Bestuur aan de Minister voor, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, uitrustings- of inrichtingstoelagen toe te kennen in toepassing van artikel 30, leden 1 en 2 van het decreet. Deze toelagen mogen niet meer dan 60 % van de uitgave dekken die door het Centrum wordt besteed aan de uitrusting en de inrichting waarvan sprake. Zij moeten verantwoord worden door de begunstigde aan de hand van bewijsstukken overgelegd bij het Bestuur. Indien de aanwending niet aan het doel van de beslissing zou beantwoorden, dan zou de Minister overeenkomstig artikel 32 van het decreet, de terugbetaling kunnen eisen van de ten onrechte ontvangen bedragen.

Deze uitzonderlijke toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op overlegging van de bewijsstukken.

Deze toelagen mogen niet meer dan eenmaal per jaar aan eenzelfde cultureel centrum worden toegekend.

Art. 14. In toepassing van artikel 30, lid 3 van het decreet, kent de Minister aan het pas erkende cultureel centrum binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen een vaste toelage voor eerste vestiging toe ten belope van :

- F 300 000 voor de lokale culturele centra;
- F 500 000 voor de regionale culturele centra.

Deze toelagen zijn bestemd voor de bijdrage in de kosten voor vestiging, installatie en eerste inrichting van het centrum. Zij moeten door de begunstigde verantwoord worden door overlegging van de bewijsstukken bij het Bestuur. Indien de aanwending niet aan het doel van de beslissing zou beantwoorden, dan zou de Minister overeenkomstig artikel 32 van het decreet de terugbetaling kunnen eisen van de ten onrechte ontvangen bedragen.

Deze toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op overlegging van de bewijsstukken.

Deze toelagen worden slechts eenmaal toegekend, op het ogenblik van de erkenning van de instelling als lokaal of regionaal cultureel centrum.

Art. 15. In het verslag in twee exemplaren bedoeld bij artikel 31 van het decreet, dat de culturele centra jaarlijks moeten overleggen om hun erkenning te handhaven, moeten onder meer de volgende inlichtingen voorkomen :

- de samenstelling van de organen (algemene vergadering, raad van bestuur, cultuurraad van de vereniging en haar personeel);
- elke inlichting betreffende statutenwijzigingen.

Een van beide exemplaren van het verslag moet aan de Inspecteur van het ambtsgebied worden bezorgd.

Art. 16. § 1. De balans, de exploitatierekening en de begroting worden opgemaakt overeenkomstig het rekeningenstelsel dat het Bestuur bezorgt.

§ 2. Wanneer het Bestuur tot de vaststelling komt dat de balans van het Centrum overgedragen tekorten bevat, kan het Bestuur het Centrum verplichten de balans opnieuw in evenwicht te brengen dank zij een aanzuiveringsplan opgemaakt in het kader van de overeenkomst bedoeld bij artikel 26 van het decreet, ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister. Ingeval dit plan wordt afgewezen of indien deze overeenkomst niet wordt nageleefd, legt het Bestuur aan de Minister het voorstel tot schorsing van de toekenning van de regelmatige toelage, tot declassering of tot intrekking van de erkenning voor.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Alle « culturele tehuizen » erkend in het kader van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 worden als lokale culturele centra erkend en worden voorlopig voor een proefperiode van ten hoogste twee jaar gerangschikt. Alle « culturele centra » erkend in het kader van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 en die beantwoorden aan de eis inzake pariteit tussen de financiële tegemoetkomingen van de plaatselijke overheidsbesturen en van de Franse Gemeenschap worden erkend als regionale culturele centra en worden voorlopig voor een proefperiode van ten hoogste twee jaar gerangschikt.

Tijdens die proefperiode moeten de erkende « cultuurcentra » hun aanvraag tot een overeenkomstig dit besluit toegekende rangschikking indienen.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1994.

Brussel, 13 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met de Cultuur,

E. TOMAS